

Les pays du Benelux nationalisent Fortis pour la sauver

LES PAYS du Benelux ont décidé de sauver la banque Fortis, en injectant 11,2 milliards d'euros dans l'établissement pris, depuis plusieurs semaines, dans une tourmente qui s'est soldée par une chute brutale du cours de son action.

Dimanche 28 septembre, en fin de soirée, le gouvernement belge a indiqué qu'il investirait 4,7 milliards d'euros dans Fortis Banque, en échange de 49 % du capital. Les autorités néerlandaises feront de même, avec 4 milliards pour obtenir 49 % de Fortis Holding Netherlands. Le Luxembourg injecte 2,5 milliards pour acquérir une part équivalente de la filiale grand-ducale de la banque.

Il s'agissait, pour les autorités, d'éviter le pire. A savoir un nouvel effondrement de Fortis lors de l'ouverture des Bourses, lundi matin, et un mouvement de panique des clients de la banque - Fortis en compte 6 millions. Depuis vendredi, les gouvernements belge et néerlandais, en évoquant leur souci de protéger les épargnants, avaient laissé entendre qu'ils n'excluaient plus une faillite. Celle-ci aurait eu des effets désastreux pour leur économie et l'ensemble du système financier européen.

Tout au long du week-end, les trois gouvernements et les gouverneurs des banques centrales ont mené des négociations qui ont impliqué Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE) et les services de la concurrence de la Commission européenne. Christine Lagarde, la ministre française des finances, a pris part à certaines discussions. En France, Fortis Banque offre les mêmes garanties d'indemnisation des déposants que les banques françaises (jusqu'à 70 000 euros pour des dépôts en espèces et 70 000 euros pour des comptes titres).

Ce n'est « pas de l'argent perdu »

Lors de l'annonce de la nationalisation partielle du groupe Fortis, dimanche soir, le ministre néerlandais des finances, Wouter Bos, a estimé que ce n'était « pas de l'argent perdu, nous apportons de la sécurité aux gens, Fortis sera plus fort ». « Nous sommes redevenus une banque très solvable », a déclaré de son côté Filip Dierckx, le nouveau patron de la banque, nommé en catastrophe vendredi 26 septembre, après une ultime tentative de la direction pour apaiser les marchés.

Avant d'opter pour la nationalisation,



De gauche à droite : M. Leterme, premier ministre belge, M. Reynders, ministre des finances, M. Dierckx, président de Fortis, et M. Bos, ministre des finances néerlandais. VIRGINIA MAYO/AP

Fortis, les autorités du Benelux avaient cherché à la vendre. Dimanche, une offre « informelle » de rachat formulée par BNP Paribas, jugée insuffisante, a été écartée. Approchés par les autorités de tutelle bancaire vendredi, Michel Pébereau et Baudouin Prot, les dirigeants de la banque française, s'étaient rendus en Belgique ce week-end pour tenter de trouver un accord.

BNP Paribas, l'une des rares banques à avoir résisté à la crise en Europe, et Fortis se connaissent bien, pour avoir failli fusionner, il y a quelques années. Mais la discussion a fait long feu, la banque française ayant offert 1,60 euro par action Fortis, une décote jugée inacceptable par rapport au dernier cours de Bourse (5,20 euros). BNP Paribas avait, en outre, exigé une garantie des Etats pour couvrir jusqu'à 6 milliards d'euros de pertes potentielles. L'intention de BNP Paribas était de revendre les anciennes activités d'ABN Amro, acquises à prix fort, l'an dernier, par Fortis pour 24 milliards d'euros. Du côté de la

britannique Royal Bank of Scotland et l'espagnole Banco Santander.

De son côté, la banque néerlandaise ING, également intéressée, a renoncé au rachat de Fortis. Mais elle est citée comme le probable acquéreur des actifs d'ABN Amro de Fortis, pour une somme n'excédant pas 10 milliards d'euros.

Fortis figure parmi les vingt premières banques européennes et emploie 65 000 personnes. Elle est la première banque de Belgique, où elle regroupe la moitié des dépôts et la deuxième aux Pays-Bas. Fragilisée par son projet de rachat d'ABN Amro qui avait semblé démesuré, elle a ensuite perdu 2 milliards d'euros dans la crise des subprimes. Après un remaniement de sa direction exécutive, c'est Maurice Lippens, le président du conseil d'administration, qui va devoir abandonner son poste au profit d'un dirigeant que les Etats du Benelux entendent sélectionner eux-mêmes. ■

ANNE MICHEL ET JEAN-PIERRE STROOBANTS